

Mais, madame l'Orateur, alors que nous pourrions apporter des preuves à l'appui, j'aimerais utiliser le reste de mon temps de parole pour répondre à un défi subtil qui n'a été relevé à aucune des audiences du comité. Bien que j'aie tenté à un moment donné de le mettre sur le tapis, je me suis rendu compte que le comité n'était pas l'endroit approprié. Il était cependant on ne peut plus manifeste—et si le temps me le permet, je citerai des extraits du compte rendu des séances qui le démontrent—que certains membres du comité permanent de l'énergie, des mines et des ressources qui favorisaient l'établissement de Pétro-Canada avaient adopté une attitude assez agressive et négative à l'endroit des provinces productrices. Ils les considéraient comme si elles ne faisaient pas partie du Canada. Cela, je peux le démontrer à l'aide de citations tirées du compte rendu des séances.

Je pense qu'il y avait une raison latente qui incitait au moins quelques-uns d'entre nous à s'opposer au bill. Certains événements se sont produits tout au long de l'histoire de notre pays qui expliquent l'impression que les gens de l'Ouest ont toujours eue qu'ils ne reçoivent pas du gouvernement central la part qui leur est due. Je pense pouvoir établir—je crois pouvoir y arriver si le temps me le permet—à l'aide de preuves documentaires que depuis qu'elles ont adhéré à la Confédération, ces régions ont toujours été considérées comme des colonies tout juste bonnes à favoriser le progrès du Triangle d'or de l'Ontario.

J'ai l'intention ce soir de démontrer qu'une partie de l'incertitude et de la crainte qu'éprouvent les provinces productrices provient du fait que depuis toujours les décisions d'Ottawa ne les ont pas favorisées. C'est vrai, l'Alberta produit 85 p. 100 du pétrole canadien, mais l'avenir de cette province ne repose pas sur une économie ravivée par la vente du pétrole mais plutôt sur les projets qui se prolongent au-delà de 1985, car une fois qu'il n'y aura plus de pétrole, où en sera l'économie?

Les économies agricoles dans le monde ont toujours fait figure de parents pauvres. On n'a qu'à regarder l'hémisphère sud et tous les pays en voie de développement. Les économies agricoles n'ont rien de reluisant. Si l'on regarde les régions agricoles de tous les pays industrialisés du monde, on s'aperçoit que ce sont leurs régions pauvres. Au Canada, ce sont les régions agricoles qui sont pauvres à moins qu'elles ne possèdent d'autres ressources. Tel a été le cas des provinces des Prairies et des Maritimes.

Pour certains Canadiens, l'Ouest a été le théâtre de soubresauts récemment. C'est un fait, des gens s'en sont rendu compte et en ont déduit que l'Alberta essayait de quitter la Confédération. Madame l'Orateur, ils se sont aperçus d'une chose; c'est qu'il y a de l'agitation et qu'il règne un certain malaise. Mais ils ont mal interprété les indices et les faits. L'Ouest en réalité cherche à s'intégrer à la confédération. C'est ce que j'espère prouver dans mon discours ce soir.

Le région centrale du Canada feint d'ignorer que l'Ouest est mécontent et que Pétro-Canada est une des causes de ce mécontentement. Elle nous traite comme des coloniaux à l'aide de nos propres ressources. Je voudrais vous montrer comment le gouvernement fédéral a traité les régions. Depuis plus de cent ans, la région centrale du Canada jouit d'une protection tarifaire. Les régions coloniales paient plus que la région centrale pour les textiles, les voitures, l'outillage agricole et les produits fabriqués. Tous ces produits achetés des États-Unis, de l'Europe et du Sud-Est asiatique auraient coûté moins cher.

● (2020)

Mais les régions du pays les ont payés.

### *Pétro-Canada*

Bien des députés du NPD et du parti libéral condamnent les sociétés pétrolières. Ils les dépeignent comme des démons s'opposant à la société canadienne. Je leur demande, madame l'Orateur, où était le gouvernement fédéral il y a 30 ans quand les provinces productrices réclamaient désespérément de l'aide, cherchant quelqu'un qui soit prêt à essayer de les aider à mettre en valeur l'industrie?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Malone:** Je vois que les mésanges d'en face sont encore allées dans les merises fermentées. Comment notre pays justifie-t-il le refus d'Ottawa d'écouter l'Alberta en 1959, de nouveau en 1967 et encore en 1970, quand la province voulait prolonger le pipe-line jusqu'à Montréal? Le prolongement de ce pipe-line aurait ajouté un ou deux cents au prix du gallon d'essence à l'est de la vallée de l'Outaouais. Mais oh non, à l'est de la vallée de l'Outaouais, on pouvait obtenir du pétrole meilleur marché du Venezuela, et si l'on pouvait l'obtenir meilleur marché, il n'y avait aucune raison d'acheter du pétrole d'une des régions.

Que s'est-il alors passé, madame l'Orateur? Tout d'un coup, le pétrole de l'Alberta vaut \$11 le baril sur le marché mondial. Enfin une chance de bénéfices. Que fait Ottawa à part insister pour que le reste du Canada obtienne le pétrole de l'Alberta à \$6.50 le baril. Après tout, affirmer-t-on, ce serait bon pour l'ensemble du pays. Le Canada central est-il l'ensemble du Canada? Toute la région à l'est d'Ottawa importe son énergie principalement du Venezuela au prix mondial. Pour amortir ce coût, Ottawa impose une taxe d'exportation de \$5.50 le baril sur le pétrole de l'Alberta destiné aux États-Unis, en se servant de cette taxe pour aider à payer le Venezuela. Ainsi, le prix du pétrole à l'est d'Ottawa se rapproche au moins du prix payé dans le reste du Canada central. Cela signifie aussi que l'Alberta ne peut même pas faire de bénéfices sur les 900,000 barils par jour exportés vers le sud.

C'est bien beau pour le Canada central, mais les producteurs y voient du travail de tire-laine. Si nous constituons vraiment une confédération, elle doit alors en être une dans les deux sens. Si le pétrole doit être meilleur marché partout au pays, il faudra aussi que d'autres produits se vendent meilleur marché au pays. Le gouvernement fédéral interprète le «bien du Canada» comme étant le «bien du Canada central»; il ne parle pas du pays entier, d'un océan à l'autre.

Si le gouvernement estime vraiment faire quelque chose pour les régions, alors nous pouvons lui poser quelques questions justifiées. Permettez-moi de demander aux députés d'en face comment il se fait qu'ils aient accepté que la grande dépression ait duré trois bonnes années de plus dans les prairies que dans cette partie-ci du pays. Je vois que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) est assez énervé en ce moment. Permettez-moi de demander aux députés d'en face d'expliquer pourquoi l'Ouest paie deux fois plus cher pour ramener du colza transformé de Toronto à Lethbridge que pour l'expédier de Lethbridge à Toronto. Ou pourquoi les objets de fer et d'acier qui viennent de Toronto coûtent moins cher quand ils sont expédiés à Vancouver que lorsqu'ils sont expédiés à Saskatoon? Ou pourquoi les objets manufacturés coûtent moins cher lorsqu'ils sont expédiés d'abord à Vancouver, puis à Calgary, que lorsqu'ils sont expédiés directement à Calgary? Si nous voulons parler de pétrole à bon marché pour tout le Canada, alors ce sont des questions auxquelles il faut répondre.